X

2° circ.

Département de la Vendée — II[e] Circonscription

Élections Législatives

du 23 Novembre 1958

Electrices, Electeurs,

Au moment où vous allez voter, c'est-à-dire faire un choix dont dépendra l'avenir de la France, il est indispensable que vous connaissiez ceux qui se présentent à vos suffrages, afin que vous puissiez apprécier la sincérité de leurs intentions et la valeur de leurs engagements.

De souche vendéenne, né à Fontenay-le-Comte, où j'ai fait mes études, c'est dans cette ville que j'exerce ma profession d'avocat et que je participe en qualité de Conseiller Municipal à la gestion des affaires publiques. C'est dire que je n'ignore rien de vos soucis, des problèmes qui vous préoccupent et que je me trouve placé, je crois pouvoir l'affirmer, dans les meilleures conditions pour défendre au Parlement vos intérêts légitimes.

Mais un parlementaire n'a pas que des intérêts privés et locaux à défendre. Il a un rôle national à jouer. Il a à contrôler et à aider un Gouvernement chargé de diriger, à l'intérieur et à l'extérieur, les affaires de cette personne qui fut si négligée ou si malmenée durant ces dernières années : LA FRANCE. Or, je crois avoir dans ce domaine un nouveau titre à votre confiance.

J'ai en effet, la supériorité sur d'autres qui sollicitent aujourd'hui vos suffrages, de n'être pas un gaulliste du mois de septembre 1958. C'est en 1951 que j'ai eu l'honneur d'être choisi par le Général de Gaulle pour le représenter en Vendée. Depuis cette époque, je n'ai pas laissé passer une occasion d'affirmer, avec une conviction sans cesse accrue, que notre pays courait à l'abîme et que son unique chance de salut était de faire appel, une nouvelle fois, au Général de Gaulle.

En janvier 1956, notamment, j'ai mené au combat la liste des Républicains Sociaux, non pas certes avec l'espoir de remporter le moindre succès électoral, mais parce que j'estimais de mon devoir de lancer, une fois de plus, un appel angoissé mais non désespéré. J'écrivais alors : « *Le temps des passions est révolu, celui de l'union est venu pour tous ceux qui ont conscience que la Patrie est en danger* ».

Les faits ont donné raison à la poignée de « Gaullistes », qui, à travers la France, lançaient le même cri d'alarme. Et c'est de justesse qu'en prenant le pouvoir dans la légalité, le Général de Gaulle a empêché le déchirement de la France et sauvegardé la dernière chance de la République. Le combat n'était pas terminé : il allait seulement prendre une nouvelle forme. Il s'agissait désormais d'aider le Général de Gaulle, et, en éclairant l'opinion, de préparer le succès du Référendum. C'est à quoi, pour ma part, je me suis employé de toutes mes forces dans ce Département, en ma qualité de Secrétaire Général de « *l'Union d'Action Gaulliste* » puis du « *Comité de Coordination pour le Référendum* ».

Je suis actuellement **Secrétaire Général de "l'Union pour la Nouvelle République".** Vous savez que ce vaste mouvement coordonne l'action de plusieurs formations "Gaullistes" : les **Républicains Sociaux de Jacques CHABAN-DELMAS, "l'Union pour le Renouveau Français" de Jacques SOUSTELLE, et la "Convention Républicaine" de Léon DELBECQUE. Nos amis Michel DEBRÉ, ministre de la Justice, et Edmond MICHELET, ministre des Anciens Combattants, travaillent avec nous.**

"Union pour la Nouvelle République". Ce titre est clair. Une nouvelle République est née, il s'agit de la faire vivre. Telle est la forme que prend maintenant notre combat. C'est ce combat que je vous demande de mener avec moi, vous tous, qui, en votant "OUI" le 28 septembre avez affirmé votre volonté de rendre **la République forte et efficace.** Pour mener ce combat, nous avons une arme : c'est la Constitution, qui donne enfin au Gouvernement cette autorité seule capable de garantir la **liberté des citoyens et d'assurer la vigueur et la grandeur du pays.**

Mais la meilleure arme ne vaut rien si elle est mise entre des mains débiles. **C'est pourquoi, il importe que les Français envoient au Parlement, non point des extrémistes, qui ne savent que se déchirer, et s'ils s'unissent parfois c'est pour détruire, mais un groupe puissant et cohérent qui siègera au centre de l'Assemblée et qui constituera l'élément principal et l'âme d'une majorité avant tout soucieuse de répondre au vœu du pays et d'aider le Général de Gaulle à poursuivre son œuvre de rénovation.**

Si par malheur il en était autrement, si l'Assemblée Nationale devait comprendre essentiellement deux extrêmes puissants séparés par un marais de tièdes et d'opportunistes, il est évident qu'aucune majorité ne pourrait se constituer. **L'Union des OUI serait détruite, la volonté du pays bafouée.** Les querelles reprendraient de plus belle, et il ne resterait plus au Général de Gaulle qu'à regagner définitivement son village. La France se trouverait alors dans une situation infiniment plus grave qu'il y a six mois, et **nous pourrions tout redouter des désordres que provoqueraient les passions déchaînées.**

Il faut donc un centre puissant, mais à la condition qu'il ne soit pas constitué par ces tièdes et ces opportunistes dont je parlais il y a un instant. Il faut un centre composé d'hommes dont un long passé de constance et de fidélité garantit l'avenir, d'hommes qui ont prouvé leur attachement aux principes qui animent l'action du Général de Gaulle, bref, d'hommes qui n'ont pas choisi le centre par incertitude ou veulerie, mais **parce qu'ils sont également éloignés de ceux qui confondent la République avec l'impuissance et le désordre**, **et de ceux qui confondent l'ordre avec la dictature.**

Ces hommes existent. Ils sont groupés derrière le drapeau de l'*Union pour la Nouvelle République*. J'ai la fierté d'être l'un d'entre eux et je viens aujourd'hui vous demander de m'aider à construire cette Nouvelle République qui, comme tout être vivant, comme toute institution, ne pourra vivre que si elle est forte. Alors, mais alors seulement seront garanties, non seulement la prospérité et la grandeur du pays, mais, j'y insiste, **les libertés de chacun de nous, ces libertés auxquelles nous sommes passionnément attachés, parce qu'elles sont l'expression même de notre dignité, et qui ne sont jamais plus menacées que lorsque l'Etat est faible.**

Il me reste à vous exposer brièvement les tâches qui me paraissent essentielles :

— Mettre fin à la guerre d'**Algérie** dans les conditions définies par le Général de Gaulle, lors de sa dernière conférence de presse et appliquer le plan Algérien de 5 ans proposé à Constantine.

— Sauvegarder la **communauté française** en Afrique comme en Europe et aider à bâtir une véritable **Europe** où la France aura une place digne de son passé et de son génie.

— Défendre l'indépendance nationale dans le domaine énergétique qu'assurera à très brève échéance, l'exploitation massive des richesses pétrolières du Sahara.

— Promouvoir une large **expansion économique** et assurer la **réforme sociale,** seule arme valable contre le communisme, par la promotion ouvrière, en particulier dans des accords d'association entre travailleurs et producteurs et réaliser l'assurance-chômage.

— Assurer à notre **jeunesse**, si oubliée par les vieux partis politiques et qui est pourtant notre meilleure chance, des raisons de travailler et d'espérer.

— Dans un pays essentiellement agricole, on ne saurait admettre plus longtemps la dégradation de la condition paysanne L'un de nos premiers objectifs sera de rendre à **l'Agriculture** sa place dans la Nation. Nous devrons éviter la disproportion des cœfficients d'augmentation entre les produits industriels et les produits agricoles. Unifier les trois cotisations disparates d'allocations familiales et donner aux vieux cultivateurs une **retraite** égale à celle des autres citoyens.

— Entreprendre immédiatement une très sévère et très stricte révision du **train de vie de l'État** et assainir les **circuits de distribution** pour aider le commerçant accablé et l'artisan qui agonise. Aboutir à une simplification et à une justice fiscale, l'impôt étant perçu à la base.

— Aider les **communes** par une décentralisation et par une plus grande autonomie d'administration et dans les communes rurales intensifier la construction des chemins.

— Maintenir aux **Anciens Combattants**, dépositaires de la gloire nationale, les avantages auxquels ils ont droit.

— Enfin, s'il en est encore temps, je continuerai à lutter pour le maintien des **tribunaux** de Fontenay-le-Comte et des Sables-d'Olonne, dans le but de conserver à ces villes leur activité, de sauvegarder les moyens d'existence des auxiliaires de la Justice et de laisser l'appareil judiciaire proche des justiciables.

Tel est mon programme. Mais un programme ne vaut que ce que vaut l'homme qui le propose. Cet homme a sans doute bien des imperfections. Mais il est une qualité qu'il revendique hautement, c'est la **fidélité à ses convictions.** Si ces convictions sont les vôtres, si vous voulez comme lui travailler à la création d'une **Nouvelle République, qui maintiendra l'unité nationale enfin retrouvée, préservera nos libertés et nous rendra notre grandeur et notre fierté,** alors vous voterez pour

André FORENS

Avocat au Barreau de Fontenay-le-Comte - Conseiller Municipal
Officier Parachutiste de Réserve - Combattant Volontaire 39-45

Candidat de

l'Union pour la Nouvelle République

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Raymond GUÉRIN

Notaire Honoraire - Licencié en droit - Ancien Maire
Conseiller Municipal du Poiré-sur-Velluire - Ancien Combattant 14-18
Vice-Président du Syndicat d'Adduction d'Eau de la Plaine de Luçon

VIVE LA FRANCE !... VIVE LE GÉNÉRAL DE GAULLE !...

FONTENAY. - IMP. BICHON ET LORIOU